

Le contexte social continue de se dégrader. Les attaques gouvernementales sur la protection sociale sont incessantes. Les provocations contre les fonctionnaires et leur statut se multiplient. Les dégâts occasionnés par la mise en place de la DGFIP s'accumulent.

Et le blocage brutal de Parini, le 16 février, sur les discussions « carrières - statuts », vient encore en rajouter !

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, après les nombreuses grèves et actions qui ont ponctué la fin de l'année 2009 et le début de l'année 2010, seule une mobilisation durable peut permettre de faire avancer les revendications.

Cela passe d'abord par un engagement fort des agents des Impôts et du Trésor dans la grève du 23 mars prochain.

Cela passe aussi, dès le début du mois d'avril, à l'occasion du deuxième anniversaire de la DGFIP, par l'amplification de la mobilisation sous la forme de temps forts d'actions et de grèves.

Cela passe encore, à la DGFIP, par la multiplication des actions locales dans une dynamique nationale, avec si possible leur convergence avec celles menées dans d'autres secteurs.

L'intersyndicale DGFIP a décidé d'appeler à la grève le 23 mars et de faire de cette journée un tremplin permettant de poursuivre la mobilisation jusqu'à la satisfaction des revendications « Missions – Emplois – Rémunérations – conditions de travail – Carrières ». Ce front uni et combatif est de bon augure pour construire le rapport de forces nécessaire à la satisfaction des revendications.

En parallèle, il conviendra de suivre attentivement les initiatives et les mobilisations que pourraient proposer les organisations syndicales Fonction Publique et interprofessionnelles.

Revendiquer et Agir à la DGFIP dans l'unité et dans la durée

GRÈVE
le
23 MARS



Pour la défense et le renforcement des missions

Pour l'arrêt des suppressions d'emplois

Pour l'amélioration des conditions de vie au travail

Pour la revalorisation des rémunérations

Pour l'amélioration des carrières

GRÈVE le 23 MARS et SUI

Nous ne paierons pas la crise !

Les dégâts provoqués par la crise dans notre pays, comme dans le monde, ne cessent de s'aggraver. Tandis que les banques retrouvent leurs dangereuses pratiques spéculatives, les salariés du privé et les fonctionnaires «payent» les pots cassés.

Le refus de nombreuses entreprises, en France et ailleurs dans le monde, de répondre aux revendications de leurs salariés, la mise à l'index concertée des fonctionnaires soumis à la rigueur salariale et au recul de leurs droits dans de nombreux pays sont autant d'exemples qui démontrent

Nouvelle agression sur les retraites

Les régimes de retraites sont à nouveau dans le collimateur du gouvernement et tout laisse à penser qu'ils vont subir de nouvelles agressions, après déjà de nombreuses régressions depuis 2003 notamment.

Là aussi, c'est bien la voracité des marchés financiers et leurs mâchoires de fer, les fonds de pension, qui, si on ne s'y oppose pas fortement, vont provoquer, avec la complicité du gouvernement et du Medef, de nouveaux reculs en matière de droits sociaux.

L'Union n'accepte pas que ce dossier soit réouvert et traité dans la précipitation et l'urgence comme souhaite le faire le Gouvernement. Il faut cependant rappeler dès aujourd'hui :

- le socle de nos revendications concernant les retraites du public et du privé (60 ans...),
- le bilan des réformes régressives de 1993 et 2003 (le scandale de la décote notamment),
- le principe de «solidarité professionnelle» qui fonde en France le système, avec une logique de pensions pour les agents relevant du statut de la Fonction Publique,
- la nécessité des plans de qualifications, des promotions de fins de carrières, des revendications telles que le 8ème échelon pour le C et l'IMT comptant pour le calcul de la pension.

Emplois, fusions, rémunérations : rien ne va plus !

Les destructions d'emplois font des ravages dans tous les services. Exigeons, à l'inverse, des moyens pour exercer correctement nos missions de service public et pour améliorer nos conditions de vie au travail !

La fusion déstabilise nos repères «métiers», fragilise l'exercice des missions, génère un stress croissant. A chaque nouvelle étape de la mise en place de la DGFIP (SIP, DLU, expérimentations sauvages...), l'inquiétude et la colère grandissent.

Pour arrêter les dégâts, les agents se sont mis en grève dans 25 départements entre les mois de novembre 2009 et janvier 2010, puis 30 % de la DGFIP était en grève le 21 janvier. Dans les Centres Prélèvement Services, 5 journées de grève entre octobre et février ont obligé l'administration à ouvrir des négociations sur la revalorisation indemnitaire, sur le volume d'emplois nécessaire, sur l'organisation du travail et sur les règles de vie quotidiennes.

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, toutes ces mobilisations constituent le moyen de pression le plus fort au moment où le ministre E. Woerth prépare son prochain plan triennal de suppressions d'emplois.

Avec une nouvelle grève le 23 mars, dans l'unité la plus large, et des suites rapides à la DGFIP début avril, donnons-nous les moyens d'inverser la tendance et de stopper les suppressions d'emplois.

L'harmonisation sans revalorisation indemnitaire pour les agents, ni intégration des primes dans le traitement, provoque toujours de la rancœur et des injustices. La réduction des écarts de rémunération entre les grades et les catégories est possible et légitime, en obligeant l'administration à décider une véritable revalorisation des régimes indemnitaires.

Avec tous les salariés et les fonctionnaires, nous devons aussi mener la bagarre pour l'augmentation des salaires par le rattrapage des 10 % de perte de pouvoir d'achat du point d'indice Fonction Publique et par l'attribution immédiate de 50 points d'indice.

ACTION



Grève le 23 mars, suite dès avril

Crises, retraites, salaires, fusion, carrières..., tous ces sujets de préoccupations majeures pour les agents nécessitent une mobilisation forte et durable. Après les actions locales de fin 2009 – début 2010 et la grève du 21 janvier,

TES dès AVRIL à la DGFIP

que les responsables de la crise veulent nous la faire payer. Pour sortir de la crise, il y a deux solutions : la première, consistant à poursuivre les politiques libérales qui ont elles-mêmes déstabilisé l'économie mondiale, est à combattre. La deuxième, visant à partager les richesses (produites

et boursières) en fonction de la réalité des besoins sociaux, est à imposer. Enfin, si les salariés et les chômeurs payent déjà un lourd tribut à la crise, n'oublions pas la situation dramatique des travailleurs sans papiers qui sont toujours dans une situation de non droit intolérable.

Mobilité, RGPP, PFR, on est toujours contre !

La loi sur la mobilité et la publication récente du décret sur le licenciement des fonctionnaires constituent des provocations insupportables. De plus, aucun agent ne croit encore en la parole de Parini qui affirmait à l'issue du conflit du printemps 2008 que la fusion nous protégeait contre la mobilité forcée. En effet, il a récemment déclaré lors d'une réunion DOS : « chaque agent concerné [par une suppression de poste] sera en mesure de trouver un poste similaire sur la même résidence »

La RGPP et la REATE vont encore accélérer le recul de l'Etat et de l'action publique. Face à ces réformes régressives, des états généraux des Services Publics sont en préparation et l'égalité de traitement des citoyens et le renforcement du maillage territorial seront au cœur des débats.

En 2012, à l'issue des opérations de la fusion DGI-DGCP, tous les instruments de dérèglementation de la gestion propre à la DGFIP seront en place autour de nous.

Toutes les formes de rémunération individualisée (au « mérite ») telle que la PFR, doivent être combattues maintenant pour qu'elles ne soient jamais utilisées à la DGFIP.

Fusion des statuts sans amélioration : des blocages inacceptables !

La réforme des carrières et des statuts se fait dans l'opacité et fait craindre de nouveaux coups bas.

Le 16 février dernier, après 6 mois de discussions en groupes de travail « techniques » pendant lesquels l'administration ne s'est jamais prononcée sur toutes les revendications présentées par les organisations syndicales, le directeur général est « descendu » pour leur annoncer qu'il refusait toute avancée significative en matière de carrières et de statut.

Pire encore, un CTPM devant examiner les textes statutaires (statut unique pour chaque catégorie) est programmé avant l'été, peut-être dès avril, si nous ne réagissons pas. Le directeur général vient encore d'aggraver la situation des agents en annonçant son refus de reconnaître l'évolution des technicités, alors qu'il en avait l'occasion avec la fusion des statuts.

Face à ce passage en force, toutes les organisations syndicales ont réagi ensemble en dénonçant l'attitude de la DG et en refusant de laisser clore ce débat sans que les revendications des agents ne soient entendues.

C'est par la réussite de la mobilisation, dès le 23 mars, et en décidant des suites unitaires à la DGFIP que l'on peut inverser le cours des choses.

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, la plate-forme revendicative portée depuis octobre 2009 (voir le tract « vert » sur le site snuisudtresor.fr) est plus que jamais d'actualité :

- pour une véritable reconnaissance de la diversité des technicités par des statuts particuliers à la DGFIP,
- pour la réduction des écarts de rémunération entre les grades et les catégories par la revalorisation des régimes indemnitaires,
- pour la reconnaissance de l'élévation des qualifications qui doit se traduire par un vaste plan de promotions internes,
- pour la satisfaction des revendications majeures que sont la deuxième tranche d'IMT, le correctif du B en A, le 8ème échelon pour tous les C, et toutes les propositions visant à améliorer le déroulement de carrière.

nous retrouvons donc un cadre unitaire à Bercy qui correspond bien à l'analyse convergente des enjeux (crise et revendications DGFIP) et qui tire les enseignements de la volonté d'action et d'unité exprimée sur le terrain.

Fréquemment réunis depuis début janvier, les syndicats de la DGFIP se sont à nouveau rencontrés ce 25 février et ont enclenché un processus d'actions unitaires dans l'intérêt de tous les agents.



Revendiquer ensemble

La recherche de l'efficacité d'action et de l'unité des syndicats fonde l'identité de l'Union SNUI - SUD Trésor Solidaires. Au plan interprofessionnel et dans la Fonction Publique, les dernières années ont été marquées par des mobilisations réussies. Mais les agents sont nombreux à garder, avec regret, en mémoire les divisions qui, dans un passé récent, n'ont pas permis aux fortes mobilisations de 2003 contre la réforme des retraites, de 2008 contre la loi sur la mobilité, ou encore de 2009 pour exiger d'autres réponses à la crise, d'aboutir positivement. En 2010, la résignation n'est pas de mise et c'est dans l'unité retrouvée que 5 organisations interprofessionnelles dont Solidaires appellent, le 23 mars, à la grève et aux manifestations. C'est également le cas dans la Fonction Publique sur les thèmes revendicatifs qui sont déclinés à la DGFIP : emploi - salaires - service public - protection sociale.

Agir dans l'unité à la DGFIP

Au ministère des Finances et à la DGFIP, c'est un front unitaire encore plus complet qui appelle à la grève en insistant sur les revendications propres à notre secteur. Pour la première fois depuis la création de la DGFIP, les principaux syndicats appellent ensemble, en s'engageant, dès la préparation de la journée du 23 mars, à donner, dans un cadre national, des suites rapides à l'action.

L'Union SNUI - SUD Trésor Solidaires soutient la démarche de remontée des bilans noirs pour l'anniversaire de la DGFIP.



Grève le 23 mars, tremplin pour les suites !

snusudtresor.fr
Consultez
la rubrique
Réagissons !

Les 6 syndicats de la DGFIP qui se sont réunis pour lancer cet appel ont clairement :

- détaillé les revendications auxquelles le DG et le ministre peuvent et doivent répondre sur les thèmes missions, emplois, carrières, rémunérations, conditions de vie au travail et pension,
- construit l'unité des personnels et des organisations syndicales,
- annoncé qu'en l'absence de réponse positive de l'administration la grève unitaire du 23 mars servira de tremplin pour poursuivre et amplifier la mobilisation dans un cadre national dès avril à la DGFIP, mobilisation qui prendra la forme de temps forts d'actions, de grèves et de multiplication des interpellations de l'administration.

**L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires appelle
tous les agents de la DGFIP à participer massivement à
la grève du 23 mars
et à en préparer les suites pour obtenir
satisfaction sur les revendications.**